

**Conférence à l'Ambassade du Burkina Faso à Paris (France)
sur le thème « de la Haute-Volta au Burkina Faso : évolution
politique d'un Etat : bilan et perspectives »**

Samedi 4 décembre 2010

Pr Basile Laetare GUISSOU
Directeur de recherche en Sociologie Politique
INSS/CNRST
03 BP 7047 Ouaga 03
Site Web : www.basileguissou.org

Introduction : une trajectoire atypique

Il m'a été demandé d'analyser l'évolution politique de l'Etat post colonial de la Haute-Volta au Burkina d'aujourd'hui. En fait, c'est sur cette problématique que toute mon activité de chercheur a porté depuis 1979. Ma thèse de Doctorat d'Etat¹ est consacrée à ce thème : « de l'Etat patrimonial à l'Etat de droit moderne au Burkina Faso : esquisse d'une théorie de la construction de l'Etat-Nation en Afrique » Tout comme Edouard OUEDRAOGO² le constate dans son livre « Voyage de la Haute-Volta au Burkina Faso », notre pays a connu une évolution à part, avant, pendant et après la colonisation française (1896-1960). Il faut en tenir sérieusement compte pour comprendre la situation d'aujourd'hui même si l'AOF a été un cadre général de gestion de toutes les colonies françaises.

Notre pays a joué et continue de jouer un rôle particulier parce qu'il a eu aussi une histoire particulière qui la singularise surtout dans la nature et la qualité des acteurs de la classe politique qui n'a jamais bénéficié de grosse rentes liées aux diamants, pétrole, café cacao et autres minéraux rares et chers.

¹ GUISSOU, B.L. 2002. cf. Site Web : www.basileguissou.org

² OUEDRAOGO, E. 1992. Voyage de la Haute-Volta au Burkina Faso. Editions Paalga. Ouagadougou (BF)

Comment présenter le « cas burkinabé » pour mieux l'interroger et se projeter sur le futur ? Trois étapes s'imposent :

1. l'indépendance politique de 1960 ;
2. la place et le rôle du mouvement étudiant en France, l'Association des Etudiants Voltaïques en France, section de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques, et la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, dans l'évolution de la lutte des idées politiques et la construction de l'Etat post-colonial ;
3. 1980-2010 : une nouvelle classe dirigeante en rupture totale avec celle de 1960.

I. DE LA RECONSTITUTION DU TERRITOIRE A L'INDEPENDANCE : 1947-1960

A ma connaissance, tous les voltaïques étaient pour la reconstitution du territoire qui avait été disloqué en 1932 et partagé entre le Niger, le Mali actuel et la Côte d'Ivoire. Donc c'est l'esprit national, le sentiment national et la volonté collective qui a prévalu pour la reconstitution du 4 septembre 1947. La conscience de l'appartenance nationale est née. Paradoxalement, c'est à partir de 1947 que les conflits politiques, les divisions et les affrontements vont se multiplier au sein de la classe dirigeante composée des premiers fonctionnaires de l'administration coloniale, auxiliaires des fonctionnaires français. En vérité, hors mis le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) né le 18 octobre 1946 à Bamako qui avait une ligne politique claire et anti-colonialiste, toutes les autres formations politiques étaient des créations de l'Administration coloniale pour affaiblir et combattre le RDA, taxé d'être communiste et athé.

Dans le n°582 du journal « San Fina »(1) du 13 au 19 septembre 2010, le docteur Ali BARRAUD, ancien Ministre de la Santé de la Haute-Volta, militant d'origine du RDA raconte que, je cite « Je suis né en 1918.... En octobre 1924, je fus effectivement inscrit à l'école régionale de Bobo Dioulasso. Les cercles étaient dotés d'écoles centrales qui recevaient les enfants provenant des différents cantons qui les composaient. C'est ainsi que Bobo Dioulasso recevait des élèves venant des localités comme Houndé, Banfora, Diébougou, Gaoua, Batié.

A Bobo, j'étais logé chez le représentant du chef de canton de Fo, canton auquel mon village appartenait. J'ai passé le certificat d'études une première fois en 1931, mais je

ne fus malheureusement pas reçu cette année là, à cause du calcul mental... J'avais 12 ans... Je l'ai passé une seconde fois et je fus reçu et admis à l'Ecole Primaire Supérieure de Ouagadougou... Nous avons été libérés très exactement le 12 juin 1932... La raison, c'était les conséquences de la division du territoire voltaïque survenue cette année là... C'est en pleine période de vacances que j'ai appris mon admission en 2^{ème} année. A l'issue du Primaire Supérieur, nous avons passé le concours d'admission à William Ponty. Ce fut un succès pour moi... William Ponty était subdivisé en 3 sections : La section administrative, la section financière et la section médicale. C'est dans cette section que je suis entré en novembre 1936. A l'examen de sortie qui eut lieu le 15 juillet 1940, j'ai eu mon diplôme avec la mention bien. » (fin de citation).

Le journaliste de « San Fina » pose la question suivante au docteur Ali BARRAUD : « Vous qui avez fait médecine, comment vous êtes-vous retrouvés en politique ? » Voici la réponse du Docteur Ali BARRAUD : « Nous nous sommes engagés parce qu'il n'y avait pas quelqu'un d'autre pour le faire à notre place. Imaginez qu'on venait prendre nos parents, nos frères, à tout moment, que ce soit en saison sèche ou en saison pluvieuse. Quelques fois, leurs champs restaient en friche parce qu'il n'y avait plus personne pour les entretenir après eux. Nous étions très peu préparés pour la politique, mais la situation était telle que nous avons pris les devants avec des bribes de connaissances en politique, et nous y sommes allés avec la langue et avec le cœur, sans autre chose que cela. Nous n'avions jamais dit que nous prendrions les armes contre les français, au RDA. Jamais ... c'est vrai, les colons français qui étaient là avaient compris qu'on voulait les renvoyer chez eux. Mais tout ce qu'ils faisaient contre nous ne faisait que renforcer le RDA. Tous ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école, qui étaient sortis de l'Ecole Primaire Supérieure ou qui avaient tout simplement le certificat d'études ont vécu la situation de l'indigénat à travers leurs parents qui étaient maltraités. Beaucoup d'entre eux ont rejoint le RDA avec un engagement sincère, véridique, courageux » (fin de citation).

Si le Docteur Ali BARRAUD était né en 1910, il aurait cent (100) ans aujourd'hui en 2010. Il ne peut pas nous mentir. Il ne peut que nous dire la vérité afin que nous puissions en tirer profit pour mieux faire et mieux analyser notre parcours politique. Nous devons revoir et mieux comprendre le contexte politique des années 1946-1960.

Nos pères avaient leurs limites subjectives et objectives. Intellectuellement, ils étaient limités par la formation scolaire que la colonisation française leur imposait. Ils n'avaient pas accès à l'internet, à la télévision ou aux multiples moyens d'information, de culture et de formation que nous avons eu et que nous avons aujourd'hui.

A partir des indépendances politiques de 1960, il y a eu des collèges, des lycées, des universités nationales en Haute-Volta et au Burkina Faso. Des étudiants voltaïques et des travailleurs ont été dans tous les pays africains et du Monde. Ils ont appris toutes les disciplines enseignées dans le Monde, ont travaillé dans tous les secteurs de la vie économique et ont acquis de l'expérience dans toutes les professions depuis la simple manutention, jusqu'aux professions les plus sophistiquées comme l'informatique aujourd'hui. Il est donc normal et obligatoire même que notre vision ne soit plus la même que la leur sur le monde et son évolution actuelle. Mais, il faut d'abord, avoir le courage intellectuel de saluer leur combat et accepter qu'ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour le progrès de leur pays. Nous sommes les produits de leurs luttes. Si nous n'acceptons pas cela, nous ne pouvons pas comprendre et expliquer le chemin parcouru. Nous n'aurons aucune perspective.

II. LE BURKINA FASO : UN PAYS EN MARCHE (1960-2010)

A mon arrivée à Paris comme étudiant en doctorat de 3^{ème} cycle en sociologie en octobre 1973, il y avait un débat au sein de l'Association des Etudiants Voltaïques en France (AEVF) et de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) sur la caractérisation politique des Indépendances de 1960. Le problème posé était de répondre à la question de savoir si les Indépendances de 1960 étaient des **changements de forme ou des changements de fond** dans les rapports entre la France et ses anciennes colonies de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et de l'Afrique Equatoriale Française (AEF).

Changement tactique ou changement stratégique ? Il fallait répondre. Chaque choix entraînait une analyse différence et une orientation particulière dans la conception de la lutte politique à mener par les élites progressistes nationalistes de chaque pays africain membre de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Au sein de l'Association des Etudiants Voltaïques en France (AEVF), où j'étais Vice Président aux Affaires Sociales (V.P.soc) les débats ont été vifs, violents et ont même

conduit plus tard dans la durée, à la division et à la scission. Le 21 juin 1978, une motion est déposée au comité exécutif (CE) de l'AEVF et bureau de la sous-section de Paris. Ce problème reste aujourd'hui encore un problème de fond à clarifier pour comprendre la nature profonde de l'indépendance politique conquise par les peuples africains dominés par le colonialisme français depuis 1895/1896 jusqu'en 1960. Comprendre et accepter le fait que c'est un changement stratégique qui a eu lieu en 1960 avec l'acceptation par la France du Général de Gaulle, du droit à la séparation juridique et politique entre les ex-colonies et l'Etat français permettra de comprendre pourquoi et comment chaque pays africain va dorénavant évoluer en solitaire vis-à-vis de Paris. Maurice YAMEOGO, premier Président de la Haute-Volta, celui là même qui proclamera l'indépendance de la République, expulsera la plus grande base militaire française de l'AOF de Bobo Dioulasso, et va créer l'armée voltaïque le 1^{er} Novembre 1961, il ne peut pas être confondu avec les chefs d'Etat de l'ex AOF qui réclameront des bases militaires françaises et signeront des accords secrets pour les protéger.

C'est une armée nationale voltaïque, libre et indépendante de l'armée française qui va opérer le coup d'Etat du 3 janvier 1966 pour renverser le régime du Président Maurice YAMEOGO, sans aucune ingérence étrangère. A l'analyse, c'est clair et net que les étudiants voltaïques militants de l'AEVF à Paris et de l'UGEV en 1978 qui ont soutenu et défendu l'idée que les indépendances politiques de 1960 étaient un changement à caractère stratégique avaient raison face à ceux qui parlaient « d'indépendance formelles » et de « fausses indépendances ». Il fallait avoir de la hauteur intellectuelle et une capacité d'analyse pour entrer dans les détails de la confusion idéologique et politique entretenue par la « version officielle française » qui soutenait que c'est la France du Général de Gaulle qui a généreusement « octroyé », l'indépendance aux africains avec le referendum « piège » du 25 septembre 1958. Ce n'est pas la France qui a organisé et dirigé le combat populaire (marches, meetings, marches et répressions sanglantes) de 1946 à 1950. C'est le RDA, parti démocratique et populaire, soutenu par toutes les populations entre 1946 et 1950, qui a déclenché cette lutte avant d'être relayé après 1950 par les étudiants patriotes africains en France (ex militants de la jeunesse du RDA) qui ont dénoncé la trahison de la direction réformiste du parti. Ils ont démissionné du parti, pour créer à Bordeaux (France) le 31 décembre 1950 la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) avec sa section voltaïque, l'Association des Etudiants d'Afrique Noire en France (AEVF)

présidée à l'époque par le futur professeur Joseph KI-ZERBO. L'AEVF d'abord, l'ASV (Dakar) et l'UGEV créée en 1960, sont les continuateurs du combat pour l'indépendance politique de notre pays après la capitulation du RDA qui a décidé en 1950 de négocier avec la France du Général de Gaulle. Le 5^{ème} congrès de l'UGEV en 1970, consacre la rupture avec le réformisme et proclame que l'indépendance complète ne sera pas acquise par des réformes mais par la lutte révolutionnaire.

Jusqu'en 1970 c'est le MLN du professeur Joseph KI-ZERBO qui contrôlait politiquement la direction de l'UGEV. A partir de son Vème congrès, le PAI prend le contrôle du syndicat étudiant qui établit son siège à Paris avec l'AEVF. De 1970 à 1978, les débats continuent et les analyses se précisent et s'approfondissent de congrès en congrès, au sein de la FEANF et de l'UGEV, pour expliquer, comprendre et pousser en avant la lutte des peuples africains. Les VIème, VIIème et VIIIème congrès de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques (UGEV) vont contribuer à mieux préciser et affiner les analyses de la situation politique en Haute-Volta. Il apparait nettement que de plus en plus, les positionnements des forces sociales et politiques se clarifient. Les classes économiques, sociales et politiques se positionnent et permettent une analyse opposant les forces de progrès, d'avenir et les forces de régression, les forces conservatrices.

Le Parti Africain de l'Indépendance (PAI) qui était à la gauche du Mouvement de Libération Nationale (MLN) et prônait le Socialisme marxiste léniniste, n'arrive pas à proposer une voie de sortie. Au sein des étudiants en France, les membres de ce parti constatent l'incapacité de la direction d'orienter la lutte révolutionnaire du peuple voltaïque.

En France, Hubert YAMEOGO, Yaya KOUROUMA, DIAWARA Youssouf, ZOROME Boureima Gaston, Oualian Noaga Jean Baptiste et SOME Bazanasson, sont les six (6) principaux cadres politiques du PAI au sein de l'AEVF et de l'UGEV qui ont une conscience claire des enjeux politiques, des choix stratégiques à opérer pour créer l'espoir et l'espérance. Ils font le bon choix et opèrent la rupture en 1974.

Ils choisissent de rompre avec le PAI pour créer le groupe marxiste-léniniste qui deviendra l'OCV afin de doter le mouvement révolutionnaire voltaïque d'une juste orientation anti impérialiste. Personnellement, avec SOME Valère Dieudonné,

TRAORE Nignan Moïse, SOME Salvi Charles, Roch Marc Christian KABORE, Simon COMPAORE, DIAWARA Cheikh Omar, Alain Roger COEFFE, et beaucoup d'autres camarades de l'AEVF, cautionnons la rupture avec le PAI pour militer dans l'OCV où des courants populistes et aventuristes allaient se manifester plus tard pour tenter de nous divertir dans les années 1978 au sein de l'AEVF à Paris et de l'AEVO à Ouagadougou. La lutte entre les deux courants va conduire à la scission du 21 juin 1978 et la création de l'AEVF – M21 et l'AEVF Monapol. L'ULC et le PCRV sont les deux partis politiques clandestins qui sortiront de la scission au sein de l'Association des Etudiant voltaïques en France (AEVF) et de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques (UGEV).

1^e L'ULC (Union de Lutte Communiste) défend l'orientation de la lutte pour la RDP (Révolution Démocratique et Populaire) dans son journal « le Prolétaire ».

2^e Le PCRV (Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque) défend la RNDP (Révolution Nationale Démocratique et Populaire) dans son journal « Bugparga ».

Le 4 août 1983, c'est la RDP qui est proclamée par le président du Conseil National de la Révolution au Burkina Faso. Le PCRV dénonce « le vulgaire putsch militaire » qui ne peut pas être sa RNDP. Le Parti refuse tout compromis et rejette toutes les tentatives de le rallier au processus révolutionnaire qui va se réaliser sous ses yeux.

Depuis le 4 août 1983, malgré tous les soubresauts, les remous, les tensions et les crises socio-politiques, il faut retenir que c'est la même génération d'hommes politiques qui dirige le pays et l'Etat. Cette génération est un pur produit de notre histoire politique nationale. La presque totalité de notre élite politique est passée ou a été influencée par l'école de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques où elle apprenait à devenir « des cadres techniquement compétents et politiquement conscients ». Toute la spécificité de la scène politique burkinabè provient de là et de nulle part ailleurs.

Conclusion : le devenir est une question de responsabilité collectivement partagée

Si le Burkina a pu résister aux dures épreuves passées sans disparaître de la carte du monde (travaux forcés, partition et dislocation, coups d'états, famines, etc.) c'est la preuve qu'il existe une très forte volonté de « vivre ensemble ». Toutes les nations fortes se construisent sur ce socle commun du « vouloir vivre ensemble », malgré nos différences et nos divergences politiques. C'est notre capacité à comprendre et défendre cette valeur fondatrice qui garantira notre avenir commun et rien d'autre.

Les mêmes idéaux qui ont guidé les « pères » de la reconstitution du territoire (1932) et de l'indépendance politique (1960), ont aussi conduit aux transformations socio-politiques issues de la Révolution du 4 août 1983. La IV^{ème} République et sa vie démocratique en place depuis le 2 juin 1991 est un pur produit de notre histoire et non pas un « cadeau offert par François Mitterrand à la Conférence de la Baule » comme le chantent nos médias locaux, avec une légèreté inacceptable, mais qui reflète « l'inculture politique » ambiante.

L'avenir nous appartient, mais à condition d'avoir étudié sérieusement le passé pour expliquer le présent autrement que par une addition arithmétique de « tranches à scandales » et « ruptures violentes et sanglantes ».

Je vous remercie.